

Industrie. Le cluster d'entreprises industrielles du bassin de Nogent continue de se développer autour de l'automobile, du médical et de l'aéronautique.

Nogentech veut renforcer l'attractivité de l'industrie haut-marnaise

La crise sanitaire n'a pas freiné le développement de l'industrie haut-marnaise en général et de la région de Nogent en particulier. Dans un département où la part de l'emploi industriel est deux fois plus importante que la moyenne nationale, les projets d'investissements dans le cadre du plan de relance se sont multipliés. « Une vingtaine de projets dont une dizaine portant sur des machines à commande numérique, ce qui va encore accroître les difficultés de recrutements sur le métier de régulateur », craint un industriel présent à l'assemblée générale de Nogentech. Ce cluster regroupant notamment des entreprises industrielles des filières automobile, aéronautique et médicale va intensifier ses actions pour tenter de résoudre les tensions en matière d'embauches. « Nous

devons continuer de revaloriser l'image des métiers de l'industrie auprès des jeunes et de leurs parents, et continuer d'agir pour le développement des formations », analyse Delphine Descorne-Jeanny, présidente de Nogentech. Le cluster va d'ailleurs créer trois commissions portant justement sur la communication, la formation et la technologie. En matière de nouvelles formations, une action est en cours avec le lycée Decomble pour former de futurs professionnels de la fabrication de dispositifs médicaux. La création à Chaumont d'un bachelier management avec le groupe Yschools de Troyes est aussi en projet. Pour sa part, l'Université de Technologie de Troyes, qui a une antenne à Nogent de formation d'ingénieurs, va continuer d'intensifier ses actions sur ce territoire. « Nous voulons

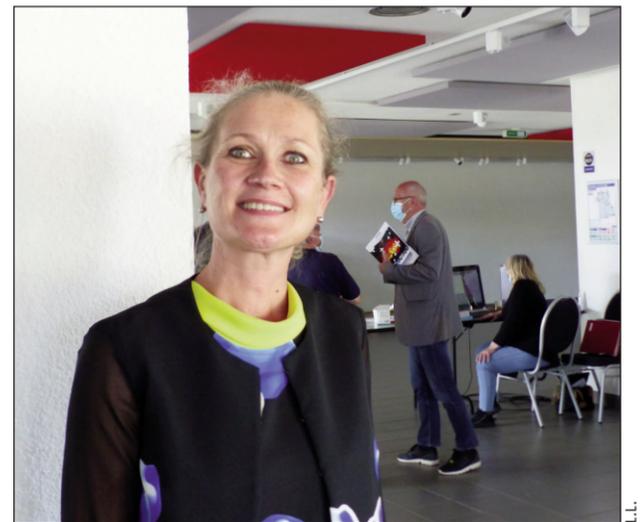
développer notre antenne de Nogent en concertation avec les entreprises », précise Pierre Koch, président de l'UTT. Dans cet objectif, en préambule à l'assemblée générale, l'UTT présentait aux industriels présents les expertises de l'Isift (institut des services et industries du futur de Troyes). Ce dernier accompagne les entreprises dans leurs recherches et innovations autour de six thématiques : production et robotique intelligente, énergie et matériaux, environnement, procédés et matériaux avancés, capteurs et objets connectés, services intelligents.

DES LEADERS DANS LE TERRITOIRE

Il est vrai que les entreprises de Nogent développent des savoir-faire de haute-technologie. Nogentech compte parmi ses adhérents plusieurs

champions industriels comme la première forge automobile de France, avec les Forges de Courcelles, ou encore la plus grande forge aéronautique française du groupe Lisi et la plus grande forge médicale d'Europe avec Marle. C'est aussi dans ce bassin d'emploi que 35 % des implants orthopédiques au monde sont produits. L'une des missions de Nogentech est également d'assurer une veille technologique. C'est notamment le cas sur tous les développements liés à l'hydrogène tant en matière automobile que dans des applications industrielles.

Pour que ce développement perdure, il faudra résoudre les problématiques d'attractivité et de recrutement, d'autant que de nombreux départs en retraite se profilent dans les prochaines années. Nogentech et les industriels espèrent



Delphine Descorne-Jeanny, présidente de Nogentech, veut accentuer les actions pour donner de l'attractivité aux métiers industriels.

attirer des candidats des départements limitrophes et au-delà, comptant également sur le cadre de vie préservé et verdoyant de la Haute-Marne,

dont le taux de chômage (6,7 % fin 2020), est le plus faible du Grand Est.

LAURENT LOCURCIO

Agriculture. L'assemblée générale de la Safer s'est déroulée la semaine dernière dans ses nouveaux locaux, à Witry-lès-Reims.

Thierry Bussy, nouveau président de la Safer Grand Est

2021 sonne comme l'année du changement à la Safer Grand Est. Tout d'abord, un déménagement dans de nouveaux locaux. Du pôle Farman, dans les locaux de la Maison des Agriculteurs, la société d'aménagement foncier et d'établissement rural a emménagé à Witry-lès-Reims, dans des locaux plus grands et plus modernes, début mai. C'est là que s'est tenue l'assemblée générale le 3 juin, à l'issue de laquelle Thierry Bussy, seul candidat et ancien vice-président, a été élu à la présidence. Marc Moser, ancien président, a été élu président délégué et Sophie Lehé, exploitante agricole en Moselle et présidente du comité technique 54, vice-présidente. Administrateurs ou conseillers, les membres du Conseil d'administration participent à la définition et à la validation de la stratégie de la Safer, en accord avec la loi et les priorités régionales, et veillent à sa mise en œuvre.

Aujourd'hui, c'est la proposition de loi Jean-Bernard Sem-



Thierry Bussy (au centre) a été élu à l'unanimité président de la Safer Grand Est lors de l'assemblée générale. Il est entouré de Sophie Lehé, vice-présidente et Marc Moser, vice-président délégué.

pastous qui occupe tous les esprits, visant à lutter contre la dérégulation du marché agricole foncier. « Les terres agricoles sont « une ressource particulière » aujourd'hui sous tensions. Elles sont non seulement les premières victimes de l'artificialisation, mais aussi la

clé de nombreux investissements, supports ou non de projets agricoles. Leur préservation est indispensable, s'agissant d'une ressource rare, non reproductible et garante de notre souveraineté alimentaire. L'avenir de l'agriculture, des agriculteurs et des territoires est en jeu »,

estime Thierry Bussy. Par ailleurs, depuis le 31 mars, la fédération nationale des Safer a lancé un site gratuit et consultable sur le prix des terres, prairies et forêts : www.le-prix-des-terres.fr

N.D

Accompagnement

Aide psychologique pour les chefs d'entreprise en souffrance aiguë

Aide APESA 51 est une association à initiative professionnelle, mise en place dans la Marne par Me Axelle Delpy, greffier associée du tribunal de commerce de Reims avec le soutien d'un certain nombre de professionnels du monde économique local. Le dispositif APESA permet à tout chef d'entreprise qui en éprouve le besoin de bénéficier d'une prise en charge psychologique, rapide, gratuite, confidentielle et à proximité de son domicile, par des psychologues spécialisés dans l'écoute et le traitement de la souffrance morale, les « idées noires » provoquées par les difficultés financières de son entreprise.

Un numéro vert est à disposition des dirigeants d'entreprise : 0 805 65 50 50

APESA 51 s'inscrit dans un dispositif national qui a fait ses preuves depuis 2013 avec plus de 3 000 prises en charge. « Nous accompagnons l'humain quand le tribunal de commerce accompagne l'entreprise », explique Me Axelle Delpy. « La crise économique que nous traversons a généré des souffrances physiques et morales. Quand il y a une crise économique de l'entreprise il y a une crise psychologique du chef d'entreprise qui traverse des moments extrêmement difficiles. Sa dignité est parfois atteinte déclenchant une souffrance aiguë ».

Les nombreux professionnels (juges, mandataires, administrateurs, greffiers, experts comptables, avocats, ...) qui interviennent à l'occasion des procédures judiciaires peuvent donc être des sentinelles efficaces, des relais et déclencher avec l'accord de ces entrepreneurs une alerte vers des psychologues spécialement formés.

Chaque prise en charge, c'est une vie humaine soutenue voire préservée et plus largement c'est la famille, les proches, les collaborateurs et tous ceux qui gravitent autour du chef d'entreprise qui en sont également les bénéficiaires.

En bref